COMMISSION DES PÉTITIONS.

Feuilleton n° 2.

Numeros du feuilleton	Numéros du livre des pétitions	
		Vendredi, 5 juillet 1833, la Commission des Pétitions fera son rapport sur les pétitions suivantes :
		M. D'HOFFSCHMIDT, 1 ^{er} rapporteur.
1.	232.	Par pétition en date du 5 mars 1833, La veuve P. J. Thys réclame, en vertu de l'art. 94 de la loi du 8 janvier 1817, la libération de son fils, seul soutien de sa vieillesse et du reste de sa famille. — Concl. — Ordre du jour.
2.	233.	Par pétition en date du 5 mars 1833, La veuve Albert, de Verviers, âgée de 60 ans, réclame la libération de son fils Léonard, comme son seul soutien, fondée sur l'art. 94 de la loi du 8 janvier 1817. — Concl. — Ordre du jour.
3.	234.	Par pétition en date du 5 mars 1833, La veuve Jean-Léonard de Dison, près Verviers, âgée de 63 ans, demande la libération de son fils Jean-Guillaume, fondée sur l'art. 94 de la loi du 8 janvier 1817. — Concl. — Ordre du jour.
4.	235.	Par pétition en date du 5 mars 1833, Le sieur Olivier Lierneux, de Verviers, vieillard octogénaire, demande la libération de son fils Dieudonné, exempté par l'art. 94 de la loi du 8 janvier 1817, son frère étant mort sous les drapeaux où il était retenu malgré une libération légale. — Concl. — Ordre du jour.
5.	250.	Par pétition en date du 14 mars 1833, Le sieur Nicolas-Joseph Lefin, de Clermont, âgé de 66 ans, demande l'exemption de son fils, comme son seul soutien. — Concl. — Ordre du jour.
6.	251.	Par pétition en date du 17 mars 1833, L'épouse Favechamps, née Rolette, de Lambermond, près Verviers, délaissée par son mari depuis 20 ans, réclame la

libération de son fils Jean-François, du 11^e régiment d'infanterie, comme son seul soutien, en exécution de la loi du 8 janvier 1817, art. 94. — Concl. — Ordre du jour.

7. 275. Par pétition en date du 23 mars 1833,
Le sieur Louis-Augustin de Couckelaire demande que la Chambre le fasse exempter du service dans la milice, comme étant le soutien de ses parens. — Concl. — Ordre du jour.
8. 247. Par pétition en date du 16 mars 1833,
Le sieur Joseph-François-Alexandre Dieudonné, de Bruxelles, marié le 10 octobre 1832, demande la radiation de son remplaçant des cadres du 1^{er} ban de la garde civique mobilisée. — Concl. — Ordre du jour.
9. 262. Par pétition en date du 18 février 1833,
La dame A. J. Étienne, épouse de Joseph Chalet, de Wineune, demande que son mari, forcé de servir à cause d'un retard éprouvé pour un certificat de milice, lui soit renvoyé. — Concl. — Ordre du jour.
10. 257. Par pétition en date du 18 mars 1833,
Le sieur A. Bergmans, de Geysteren (Ruremonde), charpentier-journalier, dont deux fils, sur trois, sont au service, demande que l'un ou l'autre lui soit renvoyé. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.
11. 256. Par pétition en date du 22 mars 1833,
Le sieur M. V. Bodar, de Leuze, adresse des observations relatives aux lois sur la milice. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
12. 257. Par pétition en date du 17 avril 1833,
Le sieur J. J. Bruteux, de West-Capelle, soldat de la réserve des 30,000 hommes autorisée par la loi du 4 juillet 1832, se plaint de ce que la moitié de ce nombre a seulement été appelée, se prétend ainsi lésé dans ces droits, et demande que cette moitié soit renvoyée dans ses foyers et remplacée par l'autre. — Concl. — Ordre du jour.
13. 288. Par pétition en date du 12 avril 1833,
La dame Stéphanie Mage, de Jemmapes, épouse d'Émmanuel L'Hoir, qui s'est engagé sans son consentement dans le 2^e régiment de lanciers, demande sa radiation des cadres de ce régiment. — Concl. — Ordre du jour.
14. 294. Par pétition en date du 9 juin 1833,
Quatre électeurs de la commune de Herenthout, district de Turnhout, demandent l'annulation des dernières élections de ce district, fondée sur ce qu'ils n'y ont pas été convoqués. — Concl. — Ordre du jour.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du livre des
pétitions | |
|------------------------------|--------------------------------------|--|
| 15. | 295. | Par pétition en date du 25 avril 1833.
Le sieur Gervais, brasseur, de Wancenne (Dinant), réclame contre l'exemption du sieur Léopold Gérard de sa commune, par décision des conseils de milice de Dinant et de Namur. — Concl. — Ordre du jour. |
| 16. | 299. | Par pétition en date du 10 avril 1833,
Le sieur Beyr, ex-capitaine au 12 ^e régiment de Ligne, réclame l'intervention de la Chambre pour être réintégré dans son grade, ou pour lui faire obtenir la demi-solde. — Concl. — Renvoi au Ministre de la guerre. |
| 17. | 236. | Par pétition en date du 11 mars 1833,
Le sieur Lefebvre-Hermer, cultivateur à Ronquières (Hainaut), ayant deux fils dont l'aîné est remplacé, demande si le second doit aussi être obligé à fournir un remplaçant. — Concl. — Ordre du jour. |
| 18 | 328. | Par pétition en date du juin 1833,
Les autorités communales du canton de Virton réclament un subside suffisant pour soutenir le collège de Virton et l'aider à prendre de l'accroissement. — Concl. — Renvoi à la Section Centrale chargée de l'examen du budget de l'intérieur.

M. BOUCQUEAU DE VILLERAI, 2 ^e rapporteur. |
| 19. | 223. | Par pétition en date du 26 février 1833.
Le sieur J. Van Caneghem, propriétaire à Gand, réclame contre la levée de la prohibition à la sortie des os, que l'on sollicite actuellement. — Concl. — Renvoi à la commission de l'industrie et du commerce. |
| 20. | 225. | Par pétition en date du 4 mars 1833,
Le sieur Félix Delbec, de la commune de Souvret, arrondissement de Charleroi, demande que la Chambre le fasse jouir de la dotation de 500 francs par an, qui lui a été assignée par l'empereur Napoléon, sur les produits de l'octroi de navigation du Rhin, à la suite de la campagne de Wagram. — Concl.—Ordre du jour. |
| 21. | 263. | Par pétition en date du 24 mars 1833,
Trente-huit propriétaires de bois, de la Flandre orientale, réclament contre l'autorisation qui pourrait être accordée par le gouvernement, aux entrepreneurs, de tirer de la Hollande tous les bois et fascines nécessaires au rétablissement ou à la réparation des polders inondés à la suite des dégâts causés aux digues par les hollandais. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur. |
| 22. | 284. | Par pétition en date du 24 mars 1833,
Les habitans de la section de Forgnny, dépendant de la commune de la Morteau, réclament contre leur réunion à cette dernière commune, prononcée dans le temps par le gouvernement |

néerlandais, et demandent que leur section redevienne une commune séparée et indépendante.—Concl.—Dépôt au bureau des renseignements.

23.	222.	Par pétition en date du 4 mars 1833, Le sieur Somers, fermier de la commune de Gagerage, dont la ferme a été brûlée, supplie la Chambre d'appuyer près du Roi la demande de secours qui lui a adressée. — Concl. — Ordre du jour.
24.	224.	Par pétition en date du 6 mars 1833, Sept cultivateurs de la commune de Mehaigne, province de Namur, demandent que les céréales soient admis à l'exportation. — Concl.—Dépôt au bureau des renseignements.
25.	230.	Par pétition en date du 8 mars 1833, Le sieur Incolle et six autres habitans d'Ixelles, près de Bruxelles, demandent un abaissement sur les droits de barrières.— Concl.— Dépôt au bureau des renseignements.
26.	219.	Par pétition en date du 27 mars 1833, Le sieur Genet, fermier de la barrière d'Ensival, province de Liège, soumet des observations sur les articles 7, 12 et 13 de la loi du 6 mars 1831, relative aux barrières, et demande que ces articles soient modifiés.— Concl.— Dépôt au bureau des renseignements.
27.	218.	Par pétition en date du 4 mars 1833, Le sieur Rouvroi renouvelle sa demande tendant au déplacement du poteau de la barrière de Mazy, à l'endroit dit le <i>Triot</i>.— Concl.— Ordre du jour.
28.	267.	Par pétition en date du 27 mars 1833. Quinze habitans de Bruges exposent qu'ils ont fait pendant trois ans des avances aux émigrés Portugais qui étaient au dépôt à Bruges, persuadés que le gouvernement belge ferait les mêmes démarches que le gouvernement provisoire a faites dans de pareilles circonstances.— Concl.— Ordre du jour.
29.	266.	Par pétition en date du 12 mars 1833, Un grand nombre de cultivateurs et marchands de houblon de Poperinghe, Flandre occidentale, demandent que dans le traité de commerce que la Belgique fera avec la France, il soit opéré une diminution sur les droits imposés sur les houblons à leur entrée en France. — Concl.— Dépôt au bureau des renseignements et renvoi au ministre des finances.